

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>19.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Friedensförderung</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Internationale Beziehungen</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2023</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Ammann, Amando  
Barras, François  
Benteli, Marianne  
Burgos, Elie  
Caretto, Brigitte  
Clivaz, Romain  
Eperon, Lionel  
Huguenet, François  
Hulliger, Caroline  
Käppeli, Anita  
Pasquier, Emilia  
Porcellana, Diane  
Schnyder, Sébastien  
Schubiger, Maximilian

## Bevorzugte Zitierweise

Ammann, Amando; Barras, François; Benteli, Marianne; Burgos, Elie; Caretti, Brigitte; Clivaz, Romain; Eperon, Lionel; Huguenet, François; Hulliger, Caroline; Käppeli, Anita; Pasquier, Emilia; Porcellana, Diane; Schnyder, Sébastien; Schubiger, Maximilian 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Friedensförderung, Internationale Beziehungen, 1988 - 2022*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 19.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Aussenpolitik</b>	1
Beziehungen zu internationalen Organisationen	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	2
Gute Dienste	4
<b>Landesverteidigung</b>	5
Militäreinsätze	5
<b>Sozialpolitik</b>	8
Gesundheit, Sozialhilfe, Sport	8
Sport	8

# Abkürzungsverzeichnis

<b>VBS</b>	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
<b>UNO</b>	Organisation der Vereinten Nationen
<b>OSZE</b>	Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa
<b>NGO</b>	Nichtregierungsorganisation
<b>ETH</b>	Eidgenössische Technische Hochschule
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>UNECE</b>	United Nations Economic Commission for Europe
<b>BASPO</b>	Bundesamt für Sport
<b>IOC</b>	International Olympic Committee
<b>KFOR</b>	Kosovo Force
<b>DEZA</b>	Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit
<b>BAZL</b>	Bundesamt für Zivilluftfahrt
<b>EDA</b>	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
<b>NATO</b>	North Atlantic Treaty Organization
<b>EG</b>	Europäische Gemeinschaft
<b>BFI</b>	Politikbereich „Bildung, Forschung und Innovation“
<b>EMD</b>	Eidgenössisches Militärdepartement, heute: Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport (VBS)
<b>PfP</b>	Partnerschaft für den Frieden (Partnership for peace)
<hr/>	
<b>DDPS</b>	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>OSCE</b>	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>EPF</b>	École polytechnique fédérale
<b>UE</b>	Union européenne
<b>CEE-ONU</b>	Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe
<b>OFSP</b>	Office fédéral du sport
<b>CIO</b>	Comité International Olympique
<b>KFOR</b>	Force pour le Kosovo
<b>DDC</b>	Direction du développement et de la coopération
<b>OFAC</b>	Office fédéral de l'aviation civile
<b>DFAE</b>	Département fédéral des affaires étrangères
<b>OTAN</b>	L'Organisation du traité de l'Atlantique nord
<b>CE</b>	Communauté européenne
<b>FRI</b>	domaine politique „Formation, recherche et innovation“
<b>DMF</b>	Département militaire fédéral, aujourd'hui: Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)
<b>PPP</b>	Partenariat pour la paix

# Allgemeine Chronik

## Aussenpolitik

### Aussenpolitik

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 18.01.1988  
BRIGITTE CARETTI

Le rapport sur le programme de législature 1987–1991 place parmi ses sept grandes options celle de «la Suisse dans le concert des nations». Elle s'articule tant autour des grands défis mondiaux et européens qu'autour de la politique de sécurité. Dans ce programme, le gouvernement préconise un **renforcement de l'intégration de la Suisse en Europe par une collaboration plus intense avec la Communauté européenne** (ci-après CE) et plus dynamique avec le Conseil de l'Europe. Cette attitude a pour corollaire une augmentation progressive de l'aide au développement, une stimulation de la politique humanitaire, une meilleure coordination entre coopération au développement et politique d'asile et une participation accrue aux opérations pour le maintien de la paix.<sup>1</sup>

### Beziehungen zu internationalen Organisationen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 15.07.1995  
LIONEL EPERON

Un rapport du DMF sur la **création d'un contingent permanent de bérets bleus** non armés a été remis en juin au conseiller fédéral Kaspar Villiger. Ce texte a été élaboré dans l'optique de jeter les bases de la constitution de deux unités – l'une médicale et l'autre du génie – totalisant quelque 150 militaires, hommes et femmes. Appelées à se rendre à l'étranger dans le cadre de missions de maintien de la paix ou de prévention de conflits, ces unités pourraient être placées, selon les circonstances, sous la tutelle des Nations Unies ou sous celle de l'OSCE. Le rapport du DMF a évalué le montant des investissements liés à la mise sur pied de ce contingent à 50 millions de francs. Quant aux frais de fonctionnement, ils ont été chiffrés à 22 millions de francs par année. Si le parti de la liberté ne s'est pas opposé à la création d'une unité médicale permanente, il a en revanche critiqué le projet relatif à l'unité du génie qui, selon lui, grèverait par trop le budget de l'armement réservé aux troupes opérant sur sol helvétique.<sup>2</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 23.11.1995  
LIONEL EPERON

En prévision de la **présidence suisse de l'OSCE** en 1996 et au vu des tâches que l'organisation s'est vue confier dans le cadre du processus de paix en ex-Yougoslavie (mise sur pied d'élections générales, respect des droits de l'homme, contrôle du désarmement), le Conseil fédéral a projeté d'envoyer environ 150 bérets bleus en Bosnie. Les modalités précises de cet éventuel engagement n'étaient toutefois pas encore connues.<sup>3</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 15.10.1996  
LIONEL EPERON

Les négociations menées par la Conférence de l'ONU sur le désarmement en vue de la signature d'un traité international interdisant les **essais nucléaires (CTBT)** ont été poursuivies à Genève dès la fin du mois de janvier. Candidate à l'adhésion à cette instance à l'instar de 22 autres Etats, la Suisse n'a toutefois pu y faire entendre son point de vue qu'à partir du mois de juin, date à laquelle les 38 Etats déjà parties à la conférence se sont enfin entendus sur son élargissement à 61 membres. Agendée dans un premier temps à la fin du mois de juin puis repoussée en raison des réticences de plusieurs Etats à se dessaisir de l'option nucléaire, la conclusion du Traité CTBT aurait pu intervenir à la mi-août si l'Inde n'avait pas décidé d'imposer son veto à un accord jugé discriminatoire et menaçant sa sécurité. Malgré l'attitude des autorités de New-Dehli, le projet de traité a été proposé à l'Assemblée générale de l'ONU qui l'a adopté à une écrasante majorité, permettant ainsi aux cinq puissances nucléaires déclarées (Etats-Unis, Chine, France, Russie et Grande-Bretagne) de le signer. De son côté, la délégation indienne a alors réitéré son intention de ne jamais apporter sa caution à cet accord afin d'en empêcher son entrée en vigueur.<sup>4</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 31.05.2002  
ROMAIN CLIVAZ

**Les objectifs de la Suisse aux Nations Unies** ont été définis au printemps déjà. Le gouvernement s'est fixé notamment comme objectifs de s'engager pour le respect du droit humanitaire, pour l'amélioration du régime des sanctions, pour l'interdiction des armes de destruction massive et pour le développement des moyens civils de promotion de la paix.<sup>5</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 24.03.2011  
ANITA KÄPPELI

Im Zusammenhang mit dem Einsatz der Nato zum Schutz der Zivilbevölkerung in Libyen und auf Basis der Resolution 1973 des UNO-Sicherheitsrats, welche die Schweizer Landesregierung offiziell zur Kenntnis genommen hatte, erteilte der Bundesrat im März einem Konvoi von **britischen Militärfahrzeugen die Erlaubnis zur Durchfahrt der Schweiz**. Dies rief von seiten der SVP Kritik hervor, welche das Vorgehen des Bundesrats als Aushöhlung der Neutralität wertete. Die Landesregierung argumentierte, dass der Sicherheitsrat das Mandat für den Einsatz erteilt habe. Im selben Monat erteilte das Bundesamt für Zivilluftfahrt (Bazl) der Nato auch die Erlaubnis zum Überflug des schweizerischen Territoriums.<sup>6</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 27.04.2015  
CAROLINE HULLIGER

Fin avril, Didier Burkhalter a participé, à New York, à la **Conférence sur les Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires** de l'ONU. Il y a souligné que la promotion de la paix et de la sécurité étaient des priorités de la politique étrangère suisse et que la Suisse était très engagée pour prévenir la diffusion des armes de destruction massive et pour les éliminer.<sup>7</sup>

### Zwischenstaatliche Beziehungen

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 14.09.2006  
ELIE BURGOS

Le Conseil fédéral a approuvé un nouvel accord réglant la collaboration entre la Suisse et l'Autriche dans le cadre de la **présence internationale de sécurité au Kosovo (KFOR)**.<sup>8</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 14.08.2013  
EMILIA PASQUIER

Huit militaires suisses ont été envoyés au Mali pour participer à une mission de l'ONU. Ils endosseront le rôle d'**observateurs militaires non armés**.<sup>9</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 13.02.2021  
AMANDO AMMANN

Anfang Februar 2021 kündigte das EDA eine mehrtägige **Afrikareise** von **Bundesrat Cassis** an, die Algerien, Mali, Senegal und Gambia umfasste. Die Reise stand im Zusammenhang mit zwei Regionalstrategien der Aussenpolitischen Strategie des Bundesrats, jener für den Mittleren Osten und Nordafrika (MENA) und jener für Subsahara-Afrika. Die Pflege der bilateralen Beziehungen begann mit einem zweitägigen Aufenthalt in Algier, in dessen Rahmen die regionsübergreifenden Herausforderungen – Frieden, Sicherheit, Migration und Menschenrechte – der aussenpolitischen Strategie besprochen wurden. Weitere Themen waren die Covid-19-Pandemie und der Beitrag von Schweizer Unternehmen bei den Reformen im Spitalsektor. Vom 9. bis am 11. Februar hielt sich die Delegation, zu der auch Nationalrätin Schneider-Schneiter (mitte, BL) und Nationalrat Walder (gp, GE) gehörten, in Mali auf. Aussenminister Cassis betonte bei den offiziellen Gesprächen, dass sich die Schweiz für die Entwicklung und die Förderung des Friedens in der Sahelzone einsetze und dass Stabilität und Sicherheit in Mali Schwerpunkte der neuen Subsahara-Afrika-Strategie seien. Auch der Militärputsch im August 2020 und die Notwendigkeit eines friedlichen Übergangs zu einer neuen Regierung wurden diskutiert. Diesbezüglich bot Cassis Unterstützung bei der Förderung des Dialogs an. Des Weiteren besuchte der EDA-Vorsteher das Schweizer Kontingent der Mission der Vereinten Nationen in Mali (MINUSMA), den personell bedeutendsten Einsatz von Schweizer Armee- und Polizeikräften für die UNO. Nach ihrem Aufenthalt in Mali reiste die Delegation in den Senegal, wo die Prioritäten der Subsahara-Afrika-Strategie – Wohlstand und Nachhaltigkeit – und das Schweizer Engagement in den Bereichen Berufsbildung und Digitalisierung im Zentrum der Gespräche standen. Gegenüber den senegalesischen Regierungsmitgliedern würdigte Bundesrat Cassis das wirtschaftliche Potenzial des Landes, erinnerte aber auch an ökologische Herausforderungen. In diesem Kontext unterzeichneten die beiden Länder ein Memorandum of Understanding zur Bekämpfung des Klimawandels sowie ein Abkommen zur Verbesserung der Effizienz und der Wettbewerbsfähigkeit der Luftverkehrsdienste zwischen den Ländern. Am Rande des Besuchs im Senegal besuchte Bundesrat Cassis auch ein Projekt für digitale Bildung, das von der ETH

Lausanne umgesetzt und von der DEZA unterstützt wurde. Zum Abschluss der Afrikareise besuchte Cassis, als erster Bundesrat überhaupt, Gambia, wo er sich mit Regierungsvertretenden über Menschenrechte und Projekte zur Friedensförderung austauschte.<sup>10</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**  
DATUM: 08.11.2021  
AMANDO AMMANN

Anfang November 2021 begrüsst Bundesrat Cassis anlässlich des **100-Jahr-Jubiläums der Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und dem Heiligen Stuhl** seine Eminenz Kardinal Parolin, den Staatssekretär des Vatikans. Das Jubiläum, welches aufgrund der Corona-Pandemie um ein Jahr hatte verschoben werden müssen, bot auch Anlass, um verschiedene bilaterale und multinationale Themen zu diskutieren. So tauschten sich die beiden Delegationen über ihr gemeinsames Engagement und ihre Zusammenarbeit zur Festigung des Friedens und dem Schutz der Menschenwürde aus und unterzeichneten eine gemeinsame Erklärung zur Förderung von Frieden und Menschenrechten in der Welt. Darin wurden die Abschaffung der Todesstrafe, der Minderheitenschutz und der interreligiöse Dialog besonders hervorgehoben. Nebst den bilateralen Gesprächen traf sich der Vertreter des Vatikans auch mit Bundespräsident Parmelin und stattete der Universität Freiburg einen Besuch ab, wo eine öffentliche Konferenz zur Geschichte der zwischenstaatlichen Beziehungen der beiden Staaten abgehalten wurde.

Kurz zuvor, im Oktober 2021, hatte der Bundesrat überdies beschlossen, beim Heiligen Stuhl in Rom eine Schweizer Botschaft einzurichten, um die diplomatischen Beziehungen der beiden Länder zu vertiefen.<sup>11</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**  
DATUM: 20.05.2022  
AMANDO AMMANN

Am 20. Mai 2022 reiste **der kenianische Präsident Uhuru Kenyatta** für einen Staatsbesuch nach Bern, wo er von Bundespräsident Ignazio Cassis für offizielle Gespräche empfangen wurde. Dabei ging es einerseits um die Eröffnung der kenianischen Botschaft in Bern, die laut Cassis symbolisch für die Intensivierung der bilateralen Beziehungen stehe. Andererseits diskutierten die Staatsvertreter über die Zusammenarbeit bei der Rückführung illegaler Vermögenswerte und die anstehenden Wahlen in Kenia. Da Kenia zum Zeitpunkt des Staatsbesuchs ein nicht-ständiges Mitglied im UNO-Sicherheitsrat war, und die Schweiz sich für die Periode 2023-24 zur Wahl stellen wollte, beschlossen die beiden Länder, in Zukunft regelmässige politische Konsultationen abzuhalten. Cassis und Kenyatta unterzeichneten zudem eine gemeinsame Absichtserklärung für eine verstärkte Zusammenarbeit bei internationalen Friedensmissionen sowie für den BFI-Bereich.<sup>12</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**  
DATUM: 12.11.2022  
AMANDO AMMANN

Am 11. und 12. November 2022 nahm **Bundespräsident Ignazio Cassis am 5. Pariser Friedensforum teil und traf sich am Rande der Veranstaltung mit dem französischen Präsidenten Emmanuel Macron**. Am Friedensforum nahmen Staats- und Regierungschefs und -chefinnen, Ministerinnen und Minister sowie Vertreterinnen und Vertreter internationaler Organisationen, der Zivilgesellschaft und der Wirtschaft teil. Auf dem Programm standen die Auswirkungen globaler Krisen, die Suche nach Lösungen für den Klimaschutz und die Entwicklung eines sicheren digitalen Umfelds. Beim anschliessenden Treffen mit Macron würdigten die beiden Seiten die Beziehungen ihrer Länder und deren grenzüberschreitende Zusammenarbeit. Auch über den Krieg in der Ukraine, die Winterhilfszahlungen der Schweiz in Höhe von CHF 100 Mio. an die Ukraine sowie über die Sicherheitslage in Europa sprach der Bundespräsident mit Macron. Bundesrat Cassis tauschte sich mit dem französischen Staatsoberhaupt zudem über den Schweizer Einsitz als nichtständiges Mitglied im UNO-Sicherheitsrat bis 2024 aus. Cassis betonte, dass sich die Schweiz für einen nachhaltigen Frieden, den Schutz der Zivilbevölkerung, Klimasisicherheit und einen effizienten Sicherheitsrat einsetzen wolle. Der Aussenminister versicherte Macron, dass es das erklärte Ziel des Gesamtbundesrats sei, den bilateralen Weg mit der EU zu stabilisieren, und verwies dabei auf die intensiven Sondierungsgespräche, welche die Schweiz derzeit mit der EU führe. In der im Oktober 2022 von Macron initiierten Europäischen Politischen Gemeinschaft sehe die Schweiz eine zusätzliche Chance, den Austausch unter den europäischen Partnern zu stärken, so Cassis.<sup>13</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 20.11.2022  
AMANDO AMMANN

Mitte November 2022 kündigte das EDA eine Reise von **Bundespräsident Cassis nach Malta** mit einer anschliessenden Teilnahme **am Frankophoniegipfel in Djerba** an. Am 18. November traf sich Bundespräsident Cassis mit dem maltesischen Aussenminister Ian Borg, um sich mit ihm über die bilateralen Beziehungen und die nichtständigen Sitze der beiden Länder im UNO-Sicherheitsrat zu unterhalten. Die beiden Kleinstaaten hatten sich zum Ziel gesetzt, gemeinsam für die Eindämmung der Folgen des Klimawandels als Konfliktursache und für die Förderung der Rolle der Frauen als Friedensakteurinnen zu kämpfen. Darüber hinaus wurde die Zusammenarbeit im digitalen Bereich gewürdigt. Die beiden Staaten hatten 2002 die DiploFoundation gegründet, eine NGO in Genf, die kleine und mittlere Staaten im Bereich der digitalen Diplomatie unterstützt. Anlässlich des 20-jährigen Jubiläums nahm Cassis am Summit on Digital Diplomacy and Governance teil. Am Rande des Treffens unterzeichneten die beiden Parteien das bilaterale Abkommen zur Umsetzung des zweiten Schweizer Beitrags an ausgewählte EU-Mitgliedstaaten.

Am Frankophoniegipfel im tunesischen Djerba nahmen rund 30 Staats- und Regierungschefinnen und -chefs teil. Hauptthema des Gipfels war die Digitalisierung und die Vielfalt des frankophonen Raums. Cassis betonte in seiner Rede die Bedeutung neuer Technologien bei der Verbesserung öffentlicher Dienstleistungen und der Lebensbedingungen armer Menschen. Die Frankophonie – die Gesamtheit der französischsprachigen Länder – könne mithilfe der Digitalisierung einen wichtigen Beitrag zur Umsetzung der Ziele der Agenda 2030 leisten, führte Cassis aus. Wie schon beim Staatsbesuch in Malta, wurde über die Stärkung der Rolle von Frauen und Jugendlichen in Friedens- und Entwicklungsprozessen gesprochen. Bundespräsident Cassis ging dabei vor allem auf deren Eingliederung durch Bildung und Beschäftigung ein und erwähnte diesbezüglich die Expertise der Schweiz in den Bereichen Bildung und Berufsbildung, die diese auch in der internationalen Zusammenarbeit einbringe. Der Bundespräsident warb an dem Anlass auch für das internationale Genf, insbesondere dessen Vorreiterrolle im Bereich der digitalen Gouvernanz.<sup>14</sup>

### Gute Dienste

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 05.12.2000  
FRANÇOIS BARRAS

Afin d'accentuer la rapidité et la flexibilité des bons offices et de renforcer son activité sur le terrain du maintien de la paix, **le Conseil fédéral a approuvé l'organisation d'un vivier de professionnels et d'experts de milice en matière de prévention des conflits**, dans lequel le gouvernement pourra puiser pour offrir ses services diplomatiques. Le DFAE a rappelé que, durant l'année sous revue, il a envoyé 235 Suisses dans des missions civiles internationales, soit plus de 70 spécialistes occupés en permanence dans 15 pays. Les données personnelles de ces experts seront désormais rassemblées dans un même fichier, géré par le DFAE. Une formation spéciale sera mise sur pieds dès 2001, comprenant des cours de base de deux semaines organisés deux fois l'an. Sur le modèle de l'Aide suisse en cas de catastrophe, entre 500 et 600 experts seront ainsi à la disposition permanente du DFAE. Celui-ci a enfin indiqué que 41% des efforts helvétiques en matière de bons offices ont été investis dans les Balkans, particulièrement en Bosnie et au Kosovo où la Suisse a envoyé respectivement 45 et 78 personnes, 23% en Afrique australe et orientale, et 13% au Moyen-Orient. Les deux tiers des ressources ont été utilisées dans le cadres d'organisations internationales comme l'ONU et l'OSCE.<sup>15</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 07.12.2010  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En décembre, la Commission de supervision des nations neutres (CSNN) dans la zone démilitarisée entre les deux Corées réunissant cinq Suisses et cinq Suédois a été chargée de dresser un **rapport suite au bombardement d'une île sud-coréenne**. La CSNN a pour charge l'observation des mouvements militaires coréens dans la zone, et, lors d'incidents militaires, de collaborer aux enquêtes de la Commission d'armistice des Nations Unies.<sup>16</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 24.11.2020  
AMANDO AMMANN

Im November 2020 eröffnete Bundesrat Cassis die **Afghanistan-Konferenz in Genf**, welche von der UNO und der afghanischen Regierung organisiert wurde. Die Veranstaltung diente der Diskussion von Möglichkeiten, um die Stabilität in Afghanistan zu stärken. In seiner Eröffnungsrede lobte Cassis die Wahlpartizipation in Afghanistan, trotz des blutigen Kriegs, und forderte eine politische Lösung des Konflikts. Die Schweiz setzt sich seit 2002 für die Förderung der Menschenrechte, die Stärkung des Rechtsstaats, die Verbesserung der Grundbildung, die landwirtschaftliche Entwicklung

und die nachhaltige Nutzung von Ressourcen in Afghanistan ein. Von 2017 bis 2020 wendete sie dafür jährlich etwa CHF 26 Mio. auf. Cassis nutzte seine Anwesenheit an der Konferenz zudem für mehrere bilaterale Gespräche, unter anderem mit dem afghanischen Präsidenten Ashraf Gani und dem afghanischen Aussenminister Salahuddin Rabbani sowie mit dem deutschen Aussenminister Heiko Maas.<sup>17</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 05.02.2021  
AMANDO AMMANN

Anfang Februar 2021 war die Schweiz Gastgeberin des **Libyschen Forums für politischen Dialog**. In diesem Rahmen wurde ein Exekutivorgan ernannt, das die im Dezember 2021 vorgesehenen Wahlen in Libyen vorbereiten soll. Laut EDA leiste die Schweiz als Gaststaat einen wichtigen Beitrag zur Unterstützung des Libyen-Friedensprozesses, der unter der Schirmherrschaft der UNO steht. Zudem engagiere sich die Schweiz seit 2009 friedenspolitisch und humanitär mit Projekten im Bereich der Migrationsaussenpolitik in Libyen. Anlässlich des Gesprächs gab die Schweiz zudem bekannt, weitere Treffen auszurichten, was auch den friedens- und sicherheitspolitischen Zielen der Aussenpolitischen Strategie 2020-2023 entspreche. Frieden und Sicherheit sind laut Medienmitteilung des EDA eine Priorität der Strategie, dazu gehöre der Einsatz für die Beilegung von Konflikten und die Stärkung der Menschenrechte.<sup>18</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 13.09.2021  
AMANDO AMMANN

Im September 2021 nahm Bundesrat Cassis an der **Afghanistan Konferenz der UNO** teil, an der die Situation in Afghanistan nach der Machtübernahme durch die Taliban besprochen wurde. Das Ziel der Konferenz bestand darin, auf die grosse humanitäre Krise aufmerksam zu machen und die finanzielle Soforthilfe zu sichern. Bundesrat Cassis kündigte eine Erhöhung der Mittel für humanitäre Hilfe um CHF 33 Mio. an, womit sich die Schweizer Hilfe bis Ende 2022 auf rund CHF 60 Mio. belaufen werde. Cassis erinnerte aber auch daran, dass finanzielle Hilfe alleine nicht ausreiche, und forderte die Taliban auf, internationalen Organisationen und NGOs uneingeschränkten Zugang zur Bevölkerung zu ermöglichen. Auch die Achtung der Menschenrechte und der Minderheitenschutz müssten garantiert werden. Aussenminister Cassis traf sich im Rahmen der Konferenz unter anderem mit UNO-Generalsekretär António Guterres, um sich über die humanitäre Soforthilfe und die zukünftige internationale Entwicklungskooperation in Afghanistan zu unterhalten.<sup>19</sup>

## Landesverteidigung

### Militäreinsätze

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 15.09.1998  
FRANÇOIS HUGUENET

L'un des objectifs 1998 du Conseil fédéral en matière de politique de sécurité a été **la consolidation de la participation de la Suisse au Partenariat pour la paix (PPP)** de l'OTANOTAN. Le gouvernement a d'ailleurs donné son feu vert pour une participation au PPP jusqu'en l'an 2000 au moins. Limitée de par la neutralité, la coopération y est toutefois effective en matière de formation sur le plan international, de droit international humanitaire, de contrôle des armements, de contrôle démocratique des forces armées, d'aide en cas de catastrophe et d'amélioration des données relatives à la politique de sécurité dans le cadre du PPP. La Suisse a ainsi accueilli à Interlaken un séminaire sur l'aide humanitaire auquel ont participé le PPP et le bureau pour la coordination des affaires humanitaires de l'ONU. Dans l'optique de contribuer activement au maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Europe, le Conseil fédéral a également défini comme objectif d'utiliser le forum de consultation du Conseil de Partenariat Euro-Atlantique (CPEA) ou la Suisse jouit d'un statut équivalent aux 16 membres de l'OTAN. Au début de l'année, la Confédération a notamment ouvert une mission diplomatique auprès de l'alliance Atlantique, ceci par l'intermédiaire de son ambassade en Belgique. Toutefois, Adolf Ogi a précisé que l'adhésion à l'OTAN n'était pour lui pas d'actualité, ceci tant que l'Autriche resterait en dehors de l'Alliance atlantique.<sup>20</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 28.12.1998  
FRANÇOIS HUGUENET

**Sept officiers de l'armée suisse ont été envoyés au Kosovo** pour le compte de l'OSCE. Ils officieront comme experts au sein de la Kosovo Verification Mission (KVM). Par ailleurs, quelques 190 Suisses ont été engagés en 1998 à l'étranger pour le maintien de la paix. Nonante d'entre eux effectuent un service non armé en tant que bérêts bleus ou jaunes sous la bannière de l'OSCE ou de l'ONU. <sup>21</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 25.03.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

**Le Conseil fédéral a approuvé le troisième programme de partenariat individuel** pour 1999 et 2000. Le gouvernement veut porter l'accent sur le contrôle démocratique des forces armées, le droit international humanitaire et l'instruction en matière de politique de sécurité. Pour 1999, le coût de cette participation au PPP est de **CHF 5.8 millions**, soit 70% de plus qu'en 1998. La Suisse doit participer à environ **200 activités organisées par l'OTAN** et les Etats partenaires (exercices, séminaires, cours). Une motion de Ulrich Schlüer (udc, ZH) (Mo. 97.3326) proposant la désignation d'une délégation parlementaire permanente auprès du Partenariat pour la paix (PPP) a été rejetée par 86 voix contre 5 par le Conseil national. Dans sa prise de position écrite, le bureau a argumenté que la Suisse ne faisant pas partie de l'OTAN, il n'était pas question d'une participation parlementaire plus active avec cette organisation, contrairement à ce qui se pratique avec l'OSCE ou le Conseil de l'Europe. <sup>22</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 14.10.2003  
ROMAIN CLIVAZ

Le secrétaire général de l'OTAN, l'Écossais **George Robertson**, a rencontré les **conseillers fédéraux Micheline Calmy-Rey et Samuel Schmid** à l'occasion d'une visite officielle à Berne à la mi-octobre. Ils ont notamment **évoqué le futur du Partenariat pour la paix (PPP)** au moment où l'organisation s'élargissait. George Robertson a souligné l'importance du PPP face aux nouveaux défis, dont le terrorisme. Les deux ministres ont manifesté leur volonté de poursuivre et de renforcer l'engagement de la Suisse au sein de cette enceinte de coopération entre pays membres et non membre de l'alliance atlantique. <sup>23</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 21.12.2005  
ELIE BURGOS

**Le Conseil fédéral a approuvé en fin d'année le programme de partenariat individuel (PPI)**, qui définit les objectifs et les priorités de la participation suisse au Partenariat pour la paix (PPP). <sup>24</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 13.09.2006  
ELIE BURGOS

**La Suisse et l'Autriche ont signé**, durant l'année sous revue, un **accord concernant la poursuite de leur collaboration** et leur soutien mutuel dans le cadre de la KFOR au Kosovo. <sup>25</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 20.04.2007  
ELIE BURGOS

Lors d'une visite en Suisse au mois d'avril, le nouveau Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré souhaiter que la Suisse augmente ses **engagements à l'étranger** pour des missions de maintien de la paix. <sup>26</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 13.01.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En janvier, trois officiers suisses ont été mis à disposition de la **Mission de l'ONU au Congo (MONUC)** à Kinshasa (Congo). L'un d'eux est porte-parole militaire des troupes onusiennes. Micheline Calmy-Rey a souhaité augmenter cet engagement à 6 officiers. <sup>27</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 03.04.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En avril, la Confédération a annoncé le rappel du détachement aérien suisse qui participait à la mission **EUFOR Althea** depuis 2005. Le DDPS a invoqué l'impossibilité de garantir un engagement sur le plan du personnel et la nouvelle orientation que prenait la mission EUFOR Althea au vu de l'amélioration de la situation en matière de sécurité. Les deux hélicoptères de transports de type Cougar ont ainsi été rapatriés en septembre. L'UE avait également fortement réduit la présence de ses troupes de 6'300 à 2'200 hommes. <sup>28</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**  
DATUM: 15.06.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le 15 juin, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de retirer ses troupes de Géorgie. Les quatre derniers militaires suisses engagés dans des activités d'observation ont ainsi été rapatriés.<sup>29</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**  
DATUM: 04.02.2010  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En février, une partie de la troupe d'élite du Détachement de reconnaissance de l'armée 10 (DRA 10) a été engagé dans le cadre du contingent de la Swisscoy. La Suisse a effectivement repris la mission de création d'équipe de liaison et de surveillance effectuée jusqu'alors par la France. Cette dernière a décidé de retirer une partie de ses troupes dans le cadre de la réduction des troupes de l'OTAN.<sup>30</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**  
DATUM: 04.04.2012  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Im April des Berichtsjahres hatte der Bundesrat die Strategie für sein **Engagement in der Humanitären Minenräumung** für die Jahre 2012–2015 präsentiert. Rund 16 Mio. CHF sollen pro Jahr zur Unterstützung des Genfer Minenzentrums (Geneva International Center for Humanitarian Demining, GICHD) für dessen diverse Projekte und Expertenentsendungen im Kampf gegen Personenminen, Streumunition und andere explosive Kriegsmunitionsrückstände eingesetzt werden. Die vorliegende Strategie war bereits die dritte in Folge und präsentierte über das Engagement der Schweiz hinaus auch dessen Resultate. Nicht zuletzt dank Schweizer Unterstützung seien Länder wie Albanien oder Burundi in den letzten Jahren minenfrei geworden. Die Schweiz habe einen wichtigen Beitrag zur Verbesserung der Lebenssituation der betroffenen Bevölkerung in verschiedenen Regionen und Ländern geleistet. Die publizierte Strategie ist Ausdruck der Solidarität mit den Opfern und des Willens der Schweiz, sich weiterhin auf politischer und praktischer Ebene aktiv und engagiert für eine Welt ohne Minen, Streumunition und explosive Kriegsmunitionsrückstände einzusetzen. Nominell wurde die Schweizer Gesamtbeteiligung mit Experten an UNO-Minenräumprogrammen 2012 um rund 5% erhöht. Schweizer Experten haben in den Einsätzen insgesamt 3'604 Dienstage geleistet. Zusammen mit weiteren Spezialisten standen durchschnittlich zwölf Personen im Einsatz. Die Schweiz gehörte damit zu den stärksten Truppenstellern im Gebiet der humanitären Minenräumung.<sup>31</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**  
DATUM: 01.07.2020  
DIANE PORCELLANA

Le Conseil fédéral a avalisé **l'accord concernant la protection mutuelle des informations classifiées entre la Suisse et la Corée du Sud**. Depuis 1953, une délégation suisse de la Commission de supervision des Nations neutres (CSNN) est stationnée sur la ligne de démarcation entre les deux Corées. L'accord vise à faciliter l'engagement des observateurs suisses sur place, plus particulièrement le suivi et le contrôle des exercices du côté sud-coréen. Cet accord instaure une reconnaissance mutuelle des dispositions en matière de sécurité entre les deux pays et renforce leur collaboration dans le domaine de la sécurité et de la coopération en matière d'armement. Ils pourront échanger des informations classifiées et y accéder. Enfin, les entreprises suisses pourront répondre à des appels d'offres de services sud-coréens pour des mandats sensibles.<sup>32</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**  
DATUM: 11.11.2020  
DIANE PORCELLANA

Depuis 2016, la Suisse chaperonne le processus de paix au Mozambique. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de paix faisant suite à l'accord militaire passé entre le gouvernement et la Résistance nationale du Mozambique (Renamo), deux **militaires suisses** non armés seront **déployés en mission de l'ONU au Mozambique**. Déjà en 2018, un militaire suisse non armé participait à la mission d'observation internationale chargée de surveiller le respect de l'accord militaire. A présent, les officiers suisses collaboreront au programme de l'ONU soutenant le désarmement, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants de la Renamo.<sup>33</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**  
DATUM: 31.03.2021  
DIANE PORCELLANA

Quatre militaires suisses non armés seront dépêchés au Soudan dans le cadre du **programme de déminage de l'ONU**. Depuis 1997, la Suisse apporte son soutien à l'ONU dans le domaine du déminage humanitaire en mettant à disposition douze militaires. Suite au changement de pouvoir en 2019, l'ONU a demandé à la Suisse d'y envoyer des spécialistes en gestion des informations. Ils contribueront à développer ce domaine et organiseront les opérations de déminage. En outre d'apporter son soutien au niveau international, cet engagement permet à la Suisse de recourir à des connaissances spécialisées.<sup>34</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 08.09.2021  
DIANE PORCELLANA

En réponse à la demande de renfort de l'ONU, le Conseil fédéral autorise le détachement de **neuf militaires non armés au siège de l'organisation à New York**, afin de la soutenir dans la conduite et le développement des opérations internationales de maintien de la paix. Cette décision conforte l'orientation souhaitée par le Conseil fédéral, détaillée dans le rapport sur le développement de la promotion militaire de la paix.<sup>35</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 08.09.2021  
DIANE PORCELLANA

**La Suisse et le Kenya collaboreront dans le domaine de la formation pour les missions internationales de promotion de la paix.** Le Conseil fédéral a approuvé la prolongation du soutien à l'International Peace Support Training Centre – centre de formation créé au Kenya visant à former les soldats de la paix au niveau régional. Avec cet accord, la Suisse prévoit de former ces acteurs régionaux selon les standards internationaux pour leur permettre d'accomplir des mandats de l'ONU. Le Kenya envisage également une collaboration avec le Centre de politique de sécurité, le Centre international de déminage humanitaire et le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité et le Centre d'instruction de l'armée pour les missions de promotion de la paix.<sup>36</sup>

## Sozialpolitik

### Gesundheit, Sozialhilfe, Sport

#### Sport

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 28.07.2001  
MARIANNE BENTELI

Im März ernannte UNO-Generalsekretär Kofi Annan alt Bundesrat Adolf Ogi zu seinem **Sonderbeauftragten „Sport für Entwicklung und Frieden“**. Seine Aufgabe wird es unter anderem sein, den Sport als Plattform für friedens- und entwicklungspolitische Projekte zu propagieren. Ogi wird Annan bei Sportanlässen und gegenüber der Presse vertreten. Der Bundesrat kam zur Überzeugung, diese UNO-Mission sei unterstützungswürdig, da sie auch im internationalen Interesse der Schweiz sei. Er war deshalb bereit, Ogi in personeller und finanzieller Hinsicht über die ordentlichen Budgets des EDA und des VBS zu unterstützen, betonte aber, es gehe nicht darum, Ogi zu entlohnen, da es sich bei der (vorerst) auf ein Jahr befristeten Aufgabe um ein Ehrenamt handle. Eine herbe Niederlage musste Ogi hingegen bei seiner Bewerbung für einen Sitz im **Internationalen Olympischen Komitee (IOC)** hinnehmen. Er wurde als einziger der sieben offiziell portierten Kandidaten nicht gewählt. Als Hauptgrund für sein Scheitern wurde die bereits bestehende personelle Übervertretung der Schweiz im IOC genannt.<sup>37</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 22.11.2003  
MARIANNE BENTELI

Die Vereinten Nationen riefen das Jahr 2005 zum **„UNO-Jahr des Sports“** aus. Die Generalversammlung nahm eine diesbezügliche Resolution an, die massgeblich von alt Bundesrat Adolf Ogi, dem Sonderbeauftragten des UNO-Generalsekretärs für Sport, initiiert wurde, dessen Bericht über die friedensfördernde Wirkung des Sports die Grundlage für die Resolution bildete. Ebenfalls auf Initiative Ogis und unter Federführung der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (Deza) und des Bundesamts für Sport (BASPO) wurde Mitte Februar im nationalen Sportzentrum Magglingen (BE) die erste Internationale Konferenz über Sport und Entwicklung abgehalten. Am Ende der Tagung, an der rund 300 Regierungsvertreter und Vorsteher wichtiger Verbände teilnahmen, wurde eine gemeinsame **„Magglingen-Deklaration“** verabschiedet, die unter anderem betonte, der Sport könne helfen, Barrieren in Sache Religion, Rasse, Geschlecht und soziale Herkunft abzutragen.<sup>38</sup>

1) FF, 1988, I, p. 353 ss.

2) NQ, 14.7.95; presse du 15.7.95.

3) Presse du 23.11.95.

4) NQ, 23.1.26.2, 26.8 et 15.10.96; 24 Heures, 24.1.96; JdG, 13.6.96; presse des 18.6, 13.8 et 15.8.96.

5) Presse du 30.5.02; Lib., 31.5.02.

6) Medienmitteilungen EDA vom 21.1. und 18.3.11; BaZ, 23.3.11; LT, 24.3.11.

7) Communiqué du DFAE du 24.4.2015

8) OJ, 14.9.06.

9) Communiqué du DFAE du 14.8.13.

10) Medienmitteilung EDA vom 11.2.21; Medienmitteilung EDA vom 13.2.21; Medienmitteilung EDA vom 9.2.21; LT, 13.2.21

11) Medienmitteilung EDA vom 8.11.21

12) Medienmitteilung EDA vom 20.5.22

13) Medienmitteilung EDA vom 11.11.22; Medienmitteilung EDA vom 8.11.22

14) Medienmitteilung EDA vom 15.11.22; Medienmitteilung EDA vom 18.11.22; Medienmitteilung EDA vom 20.11.22

- 15) LT, 5.12.00
- 16) LT, 7.12.10.
- 17) Medienmitteilung EDA vom 24.11.20
- 18) Medienmitteilung EDA vom 5.2.21
- 19) Medienmitteilung EDA vom 13.9.21; 24H, 14.9.21; Blick, 15.9.21
- 20) 24 Heures, 3.2.98; NZZ, 6.4.98; AZ, 6.7.98; NLZ, 15.9.98.; FF, 1998, I, p. 149
- 21) 24 Heures, 2.12.98; Lib., 28.12.98.
- 22) 24h, 25.3.99.; BO CN, 1999, p. 200 s.
- 23) Presse du 14.10.2003.
- 24) Communiqué de presse du DDPS, 21.12.05.
- 25) Communiqué de presse du DDPS, 13.9.06.
- 26) 24h, 20.4.07.
- 27) Blick, 13.1.09.
- 28) DDPS, Communiqué de presse, 3.4.09 (retrait); BaZ, 4.4.09; SZ, 6.10.09.
- 29) AZ, 17.7.09.
- 30) TA, 4.2.10.
- 31) Medienmitteilung VBS vom 4.4.12.
- 32) Communiqué de presse du CF du 1.7.20
- 33) Communiqué de presse du DDPS du 11.11.2020
- 34) Communiqué de presse CF du 31.3.21
- 35) Communiqué de presse du CF du 8.9.2021; 24H, 9.9.21
- 36) Communiqué de presse du DDPS du 8.9.21
- 37) Bund, 28.4.01; TA, 4.7.01; NLZ, 11.7.01; BZ, 14.7. und 21.7.01; BaZ, 16.7.01; Presse vom 17.7.und 18.7.01.; NZZ, 5.4.01; TA, 12.4.01.; Presse vom 1.3.01; NZZ, 16.3. und 15.6.01.
- 38) BZ, 26.6., 2.7. und 11.9.03; TA, 20.2.03; NZZ, 26.10.03; Presse vom 4.11.03; Bund, 22.11.03.; SGT, 14.2.03; Presse vom 14.1. und 17.2.-19.2.03.